

CRISES SOCIOPOLITIQUES ET RESSOURCES DE RÉSILIENCE À LA VIOLENCE POLITIQUE AU BURKINA

CERADD;

;

© 2020, CERADD-UGB



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108394-001-Youth and strategies for resilience to violence and criminality in West Africa



POLICY BRIEF

CRISES SOCIOPOLITIQUES ET RESSOURCES DE RESILIENCE A LA VIOLENCE POLITIQUE AU BURKINA FASO

INTRODUCTION

Les « chocs » ont été nombreux dans la trajectoire contemporaine du Burkina Faso. Il y a eu notamment les grandes mobilisations populaires après l'assassinat du journaliste Norbert ZONGO, les grèves des scolaires et étudiants de 2004 et 2008, les soulèvements populaires de 2011 suite au décès de l'élève Justin Zongo, l'insurrection populaire de 2014 suivie par le putsch de 2015.

Néanmoins, le Burkina Faso a résisté à ces différentes épreuves sociales, et, de ce fait, a montré une résilience communautaire qui a permis de ne pas basculer dans l'extrême violence ; de sauvegarder une certaine paix sociale.

Mais de nouveaux « chocs » pointent à l'horizon. L'actualité sociopolitique interpelle la résilience de la société burkinabè face aux risques de nouvelles crises sociopolitiques : une période post-insurrectionnelle avec une jeunesse peu autonome financièrement, et ayant de nombreuses attentes vis-à-vis des gouvernants ; les colères des populations contre l'impunité des élites et la difficulté à mettre fin à la corruption endémique ; la question foncière et la prolifération des non-lotis comme une bombe à retardement susceptible de révolter une frange de la jeunesse qui peine à se loger décentement ; l'absence très marquée de l'Etat dans certaines régions et la tentation à la radicalisation politique ; l'exclusion réelle ou ressentie de certaines régions, notamment au Nord, à l'Est et dans le Sahel...

L'ORIENTATION DE LA RECHERCHE : QUESTIONNEMENT ET SOURCES D'INFORMATIONS

Plusieurs Etats africains ont connu des guerres civiles déstructurant de la cohésion sociale. Contrairement aux pays où les contradictions politiques ont conduit à des guerres, le Burkina Faso jusque-là n'a pas connu un tel basculement. Bien que son histoire politique est marquée par des confrontations politiques assez denses. Qu'est-ce qui expliquait cette relative stabilité constatée pendant longtemps au Burkina Faso, dans un contexte sous régional qui était fragile et instable. Si l'insurrection populaire de 2014 et les péripéties de la gouvernance actuelle amène à relativiser la résilience du Burkina Faso, il reste que le pays semble encore avoir des ressources pour éviter la déstructuration de son vivre-ensemble. Quelles sont ces ressources qui donneraient aux burkinabè, plus particulièrement à la jeunesse la capacité d'éviter le basculement dans la violence ?

La recherche a permis d'interroger les interactions entre les différents acteurs de la vie politique burkinabè, mais aussi le rôle qu'ils ont joué pendant les crises sociopolitiques qui ont émaillés l'histoire contemporaine du pays. Pour cerner les moteurs de la résilience au Burkina Faso, nous avons tenté d'analyser un certain nombre de questions : Qui sont les acteurs de la régulation des crises sociopolitiques au Burkina Faso ? Avec quelles ressources s'impliquent-ils dans l'action publique ? Quels impacts ces acteurs et leurs ressources ont-ils sur la résilience des jeunes qui s'engagent dans les mouvements et manifestations politiques ? Comment renforcer ces facteurs de résilience, pour maintenir le cap de la démocratisation du pays ?

2

2. Le processus de la recherche : Comment avons-nous procédé ?

La « résilience des jeunes à la violence politique » est un sous-thème de la recherche globale portant sur les jeunes et les stratégies de résilience à la violence et à la criminalité au Burkina Faso.

Pour ce sous-thème « la résilience à la violence politique », le processus de la recherche a consisté dans une première étape en une série d'entretiens libres auprès de personnes ressources (politiques, acteurs de la société civile ayant participé au mouvement insurrectionnel de 2014 et à la résistance au coup d'Etat de 2011). Cette série d'entretiens libres s'est accompagnée en amont d'une première étape de revue de littérature sur le concept de résilience, sur les violences politiques et sur les mécanismes endogènes de résolutions des conflits. Il a été privilégié les documents (littérature scientifiques, rapports, littérature grise) en rapport avec les crises sociopolitiques de 1998, 2011 et 2014. Cette première étape a permis d'aboutir à des résultats provisoires, qui furent présentés devant les parties prenantes à la recherche : un groupe constitué d'universitaires, d'experts en cohésion sociale et d'acteurs de la société civile.

La deuxième étape de la recherche a permis de poursuivre la collecte de données qualitatives sur le terrain (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) auprès de différentes catégories sociales (jeunes, acteurs politiques, anciens membres du collège des sages, leaders religieux et coutumiers...). Ce fût aussi l'occasion d'approfondir la revue de littérature sur les enjeux actuels de la vulnérabilité et la résilience des populations burkinabè face aux crises sociopolitiques, mais aussi de revisiter les écrits sur l'histoire politique du pays à la lumière de l'actualité politique. Cela dans le but de saisir les constantes, les mutations en cours, les forces et faiblesses des facteurs de résilience.

Quelles approches de la résilience avons-nous développé ?

- La résilience comme capacité du peuple burkinabè à se relever des moments de tensions politiques, en évitant la déstructuration du tissu social.
- La résilience comme capacité de prévenir l'avènement de tensions politiques qui pourraient avoir un impact négatif sur le vivre-ensemble Burkina Faso.
- La résilience comme capacité de vivre-ensemble et de renforcer la cohésion sociale, tout en privilégiant les modes de revendications non violentes.

Ce que nous avons appris sur l'émergence des crises sociopolitiques au Burkina

Les tensions et les crises socio-politiques se jouent dans les différents types de relation possibles entre les politiques ; entre les gouvernants, la société civile et les forces de défenses et de sécurité.

- Les luttes pour le contrôle du pouvoir, entre les politiques et/ou entre les partisans des politiques : c'est l'exemple des contestations des résultats des élections municipales de 2015 (Saponé, Barani, Karanguasso-Vigue...).
- Les contestations de l'ordre politique et les conflits entre les gouvernants et d'autres acteurs collectifs de l'action publique (syndicats et organisations de la société civile) : par exemple les manifestations de 1998, les soulèvements de 2011, l'insurrection populaire de 2014, etc.
- Les actions des forces de défense et de sécurité : coups d'Etat (1966, 1983, 1987, 2015), les mutineries et contestations (2011).

**Avec le concours technique
et financier du CRDI**



3

RÉSULTATS ATTEINTS : CE QUE NOUS AVONS APPRIS

Les résultats de la recherche nous mettent face à une double direction concernant la résilience à la violence politique. Premièrement, il existe des facteurs de résilience à la violence politique au Burkina Faso. Deuxièmement, ces facteurs se fragilisent au regard des mutations sociétales en cours. D'où la nécessité de les renforcer afin d'éviter des crises sociopolitiques plus profondes à l'avenir.

Les ressources de résilience identifiées au Burkina Faso

- La présence d'acteurs de régulation des crises qui interagissent avec l'Etat moderne lors des moments de tensions et crises : chefs coutumiers et leaders religieux, personnes ressources comme les anciens présidents. Le Collège des sages par exemple qui réunissait ces différents acteurs au niveau national.
- Les ressources endogènes et mécanismes traditionnels de cohabitation entre les communautés : la parenté à plaisanterie, le registre traditionnel du pardon, la culture du pardon, etc.
- L'interpénétration entre les communautés, les familles et les hommes politiques : la mixité sociale.
- Une société politique et des organisations de la société civile qui ont tenu jusque-là un discours républicain lors des mobilisations populaires.

La fragilisation des ressources de résilience dans un contexte de mutations sociétales

- Les grandes mutations sociétales en cours :
- Une croissance démographique dans les centres urbains qui renforce l'anonymat et l'anomie.
- Les exigences de l'Etat de droit et les effets de l'insurrection populaire : plus de liberté d'expression, plus d'attentes et d'exigences vis-à-vis des dirigeants politiques ; une exigence de vérité et de justice sur les crimes de sang, la dénonciation de la corruption des élites, la formation d'une opinion publique active, la difficulté de la prise de décision par les décideurs politiques, etc.
- La réclamation de la présence de l'Etat à travers les services sociaux de base dans les régions (provinces).

Des ressources de résilience éprouvées

- Les « autorités morales », coutumiers et religieux connaissent une érosion de leur influence et légitimité
- Le vivre-ensemble est éprouvé par des différends, parfois tragiques entre les communautés : les conflits communautaires de Karanguasso-Vigue, les événements de Yirgou et de Arbinda.
- Les mécanismes endogènes et traditionnels de règlement des conflits, fondés souvent sur la culture du pardon et la parenté à plaisanterie, sont fragilisés : soit par un abus d'utilisation (cas du pardon) soit par leur usage politicien, partisan.
- L'urbanisation et la croissance démographique entraînent un affaiblissement de l'interconnaissance entre les acteurs politiques/ publics ; notamment au niveau des jeunes (potentiels cadres politiques), qui n'ont pas les mêmes repères et représentations politico-idéologiques que les générations précédentes.

4 RECOMMANDATIONS : RENFORCER LA RÉSILIENCE COLLECTIVE AU BURKINA FASO

L'enjeu du moment est de faire face à la détérioration de la situation sécuritaire qui, tout comme au Mali est en train de déteindre sur les relations entre les communautés. Il faut donc veiller à éviter une autre crise sociopolitique qui fragilise davantage la structure de l'Etat. Les échéances électorales de 2020 et les luttes pour le contrôle du pouvoir politique peuvent être de potentiels risques de radicalisation du discours des politiques. Il convient de ce fait de veiller au respect des règles du jeu démocratique. Notre recherche a conduit à deux types de solutions à implémenter : des solutions à court terme et des solutions à long terme.

PROPOSITIONS DE SOLUTIONS À COURT TERME POUR L'ÉVITEMENT DES CRISES SOCIOPOLITIQUES :

- **Au niveau de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante)**
 1. Constituer un fichier électoral assaini et crédible qui tienne compte de toutes les couches sociales susceptibles de prendre part au vote.
 2. Faire des campagnes de sensibilisation pour l'enrôlement massif sur le fichier électoral, gage d'élections réussies.
- **Au niveau des partis politiques et leurs militants :**
 3. Proscrire l'instrumentalisation politicienne et partisane des valeurs « résilientes » (chefs coutumiers et leaders religieux, culture du pardon, parenté à plaisanterie, etc.).
 4. Proscrire toute tendance à l'endoctrinement et à la radicalisation partisane des jeunes militants.
- **Au niveau des chefs coutumiers et leaders religieux :**
 5. Anticiper sur les menaces à la résilience et à la paix sociale. Cela en organisant des dialogues afin que les différentes catégories sociales se rencontrent et se parlent.
 6. Faire de la « médiation sociale préventive » vis-à-vis des politiques et des communautés. Les leaders coutumiers et religieux peuvent se positionner comme garants du respect des règles du jeu démocratique.
- **Au niveau des organisations de la société civile :**
 7. Se positionner hors du système partisan et agir sans parti pris pour les partis politiques.
 8. Faire de la veille citoyenne (surveillance de tout le processus des élections de l'enrôlement à la proclamation des résultats).

PROPOSITIONS DE SOLUTIONS À LONG TERME POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DES JEUNES BURKINABÈ À LA VIOLENCE POLITIQUE :

- **Formation et emploi des jeunes :** Mettre en place une politique pérenne de réponse aux attentes des jeunes : formation professionnelle et inclusion socioéconomique des jeunes.
- **Démocratie et gestion publique :** Approfondir la démocratisation en renforçant le contrôle de la gestion publique, la redevabilité avec les institutions de contrôle et la société civile.
- **Rapprocher le citoyen et la justice :** faire preuve de célérité dans le jugement des dossiers emblématiques en justice (affaire Norbert Zongo, affaire Thomas Sankara, affaire Boukari Dabo, etc.) ; mais aussi sur les récents événements de Yirgou et Arbinda.
- **Justice sociale :** Implémenter des politiques publiques équitables et faire de la transparence sur la gestion des ressources publiques.